



HONGRIE

Veille agricole Hongrie Mai 2026

Inflation – avril 2026

L'inflation a atteint 2,1 % sur un an en avril, contre 1,8 % en mars. La hausse mensuelle des prix (+0,4 %) s'explique principalement par le renchérissement des carburants et la hausse saisonnière des prix de l'habillement.

Les prix alimentaires restent relativement stables (+1,5 % sur un an), tandis que les biens durables ont enregistré leur première baisse depuis huit mois, soutenus par l'appréciation du forint. Les coûts de l'énergie continuent de modérer l'inflation, mais les prix des services, notamment dans les transports et le tourisme, poursuivent leur progression. Malgré un niveau d'inflation toujours compatible avec l'objectif de la Banque nationale hongroise (MNB), les analystes estiment qu'une baisse des taux d'intérêt demeure peu probable à court terme. Pour le secteur agricole, les principales incertitudes restent liées à l'évolution des coûts énergétiques et des intrants.

Ministre hongrois de l'Agriculture fixe ses priorités

À l'occasion de son audition parlementaire et de ses premières interventions publiques, le nouveau ministre hongrois de l'Agriculture et de l'Économie alimentaire, Szabolcs Bóna, a dévoilé les principales priorités de son action pour le secteur agricole.

Il a identifié plusieurs défis majeurs pour le secteur : le renouvellement générationnel des exploitants, la sécheresse, la dégradation des sols, le manque de main-d'œuvre qualifiée et la nécessité d'accroître la compétitivité des filières agricoles et agroalimentaires.

Le ministre souhaite ouvrir une large consultation sur la réforme de la loi foncière tout en maintenant les terres agricoles sous contrôle national. Il a également plaidé pour un meilleur accès des jeunes agriculteurs au financement, le maintien du taux de cofinancement national des aides européennes à 80 %, le développement des circuits courts et une augmentation de la part des produits hongrois dans la distribution. Face aux effets croissants du changement climatique, le gouvernement a fait de la lutte contre la sécheresse l'une de ses priorités. Un plan d'action national a été lancé dès la première réunion gouvernementale, comprenant notamment la création d'un centre de coordination et le renforcement des mesures de gestion de l'eau. Szabolcs Bóna a également appelé à repenser certaines productions agricoles traditionnelles et à encourager les pratiques favorisant la régénération des sols.

Afin de mettre en œuvre ces orientations, le ministère s'appuie sur une équipe de quatre secrétaires d'État :

- Nikolett Árvay, secrétaire d'État parlementaire ;
- László Búza, chargé de l'économie alimentaire, de la distribution et de la culture alimentaire ;
- Krisztina Jobbágy, responsable de la Politique agricole commune, des relations internationales et du développement ;
- János István Molnár, chargé de l'économie agricole.

Sécheresse et gelées : le gouvernement reconnaît une situation exceptionnelle

Face à l'aggravation des conditions climatiques, le ministre de l'Agriculture et de l'Économie alimentaire, Szabolcs Bóna, a officiellement reconnu le 15 mai une situation de force majeure liée à la sécheresse sur la

quasi-totalité du territoire hongrois. Une décision similaire a également été prise concernant les dommages provoqués par les gelées printanières observées entre mars et début mai. Ces mesures visent à faciliter les démarches administratives des agriculteurs bénéficiant des aides de la PAC et à limiter les pénalités liées aux pertes de production.

Elles interviennent dans un contexte particulièrement préoccupant pour le secteur agricole : le printemps 2026 figure parmi les plus secs de ces dernières années et plusieurs régions ont également été touchées par des épisodes de gel ayant affecté les cultures fruitières et certaines productions végétales. La lutte contre la sécheresse est devenue l'une des priorités du nouveau gouvernement, qui a annoncé la mise en place d'un plan d'action national consacré à la gestion de l'eau et à l'adaptation de l'agriculture au changement climatique

Démission du président de la Chambre nationale d'agriculture

Le président de la Chambre nationale d'agriculture (NAK), Zsolt Papp, a démissionné de ses fonctions afin de se consacrer à son mandat de député du Fidesz et à ses nouvelles responsabilités de vice-président de la commission parlementaire de l'Agriculture et de l'Économie alimentaire. Élu à la tête de la NAK en septembre 2024, il quitte ses fonctions après moins de deux ans de mandat. Le ministre de l'Agriculture, Szabolcs Bóna, a salué cette décision, la qualifiant de « premier pas positif » vers une dépolitisation de la Chambre.

Cette démission intervient dans un contexte de réflexion plus large du nouveau gouvernement sur le rôle et la gouvernance des organisations professionnelles agricoles.

Aucun successeur n'a pour l'instant été officiellement désigné.

Baisse annoncée de la TVA sur les fruits et légumes

Le gouvernement hongrois prévoit de réduire la TVA sur les fruits et légumes de 27 % à 5 %, dans le cadre de sa politique en faveur des produits alimentaires de base. Présentée comme l'une des premières mesures du nouveau gouvernement, cette réforme vise à améliorer l'accessibilité des produits frais tout en soutenant la compétitivité des producteurs hongrois. L'annonce intervient dans un contexte de forte hausse des prix alimentaires au cours de la dernière décennie, les prix des fruits et légumes ayant progressé de plus de 130 %. Le coût budgétaire de la mesure est estimé à environ 150 Mds HUF (385 M EUR) par an.

Rétablissement de l'interdiction des importations agricoles ukrainiennes

Le gouvernement hongrois a rétabli fin mai l'interdiction d'importer une large gamme de produits agricoles ukrainiens, après qu'un vide juridique lié à la fin de l'état d'urgence a temporairement entraîné l'expiration des restrictions en vigueur depuis 2023. Selon le ministre de l'Agriculture et de l'Économie alimentaire, Szabolcs Bóna, cette mesure vise à protéger les revenus des agriculteurs hongrois ainsi que la sécurité alimentaire nationale.

Les nouvelles dispositions concernent notamment les céréales (blé, maïs, orge, seigle), les oléagineux (tournesol, colza), certaines huiles végétales, les viandes, les œufs, les légumes transformés ainsi que les produits viticoles. Le gouvernement estime que l'afflux de produits ukrainiens pourrait exercer une pression à la baisse sur les prix agricoles, dans un contexte marqué par la sécheresse et les difficultés de compétitivité de certaines filières.

Le ministre a également mis en garde contre l'impact potentiel des importations agricoles liées au marché ukrainien sur les prix régionaux et a rappelé que l'Ukraine autorise certaines cultures génétiquement modifiées dont l'harmonisation avec la réglementation européenne n'est pas encore achevée.

Selon les autorités, seules six cargaisons en provenance d'Ukraine ont été déclarées durant la courte période de suspension des restrictions, dont quatre cargaisons de sucre qui n'étaient pas concernées par l'interdiction.

Moratoire sur l'exploitation forestière dans les zones protégées

Le ministre de l'Environnement, Gajdos László, a annoncé l'instauration d'un moratoire immédiat sur l'exploitation forestière dans les forêts protégées, incluant la suspension des coupes à blanc. Cette mesure figure parmi les premières décisions du nouveau gouvernement en matière de protection de la biodiversité. Le ministre a également indiqué vouloir renforcer les sanctions en cas d'infractions environnementales et réorienter la gestion des forêts publiques afin que les objectifs de préservation écologique priment sur les considérations économiques. Lors de son audition parlementaire préalable à sa nomination, Gajdos László

avait déjà fait de la protection des espaces naturels et de la réforme de la gestion forestière l'une de ses priorités. Cette initiative marque une rupture avec l'approche précédente, régulièrement critiquée par les organisations environnementales pour avoir privilégié les impératifs de production de bois.

Interdiction des animaux sauvages dans les cirques

Le ministre de l'Environnement, László Gajdos, a annoncé l'interdiction prochaine des spectacles impliquant des animaux sauvages (éléphants, grands félins, primates, phoques, morses). La mesure entrerait en vigueur à l'issue de la saison de cirque afin de laisser le temps aux établissements concernés de s'adapter. Le gouvernement présente cette décision comme un alignement sur les standards européens de protection animale. Le Cirque national hongrois a indiqué soutenir cette évolution.

Distribution :

La Commission européenne saisit la CJUE sur la taxe hongroise appliquée à la grande distribution

La Commission européenne a décidé de saisir la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) concernant le régime hongrois de taxation du commerce de détail, estimant qu'il pourrait être contraire à la liberté d'établissement au sein du marché unique. Bruxelles reproche à la Hongrie d'appliquer une taxe progressive sur le chiffre d'affaires qui affecterait davantage les grandes enseignes étrangères que certains réseaux hongrois fonctionnant sous forme de franchises. Selon la Commission, ces derniers bénéficient d'un traitement fiscal plus favorable, leur chiffre d'affaires n'étant pas consolidé au niveau du réseau. Après une mise en demeure en octobre 2024 puis un avis motivé en juin 2025, les autorités européennes considèrent que Budapest n'a pas suffisamment modifié sa législation. Si la CJUE donne raison à la Commission, la Hongrie pourrait être contrainte de revoir un dispositif fiscal qui concerne notamment les principaux acteurs internationaux de la distribution présents sur le marché hongrois.

Les grands distributeurs poursuivent leurs investissements en Hongrie malgré un contexte difficile

Les principaux acteurs de la grande distribution continuent d'investir sur le marché hongrois malgré un environnement marqué par une forte sensibilité des consommateurs aux prix et une réglementation exigeante.

Auchan Hongrie a annoncé une stratégie de développement ambitieuse visant à tripler son chiffre d'affaires d'ici 2032. Le distributeur, qui exploite actuellement 44 points de vente sous différents formats ainsi que 19 stations-service, prévoit de déployer à partir de 2027 un réseau national de magasins de proximité fonctionnant en partie sous franchise. Le groupe entend également moderniser l'ensemble de ses hypermarchés, développer le commerce en ligne, renforcer son programme de fidélité et accélérer la digitalisation de ses opérations grâce à l'intelligence artificielle. Selon les données préliminaires, son chiffre d'affaires a atteint 542 Mds HUF en 2025 (environ 1,35 Mds EUR).

De son côté, Spar Hongrie poursuit la modernisation de son réseau avec la rénovation de trois magasins à Veszprém, Gyöngyös et Győr, pour un montant total de plus de 4,3 Mds HUF (environ 10,7 M EUR). Les investissements ont notamment porté sur l'efficacité énergétique, avec l'installation d'éclairages LED et de nouveaux systèmes de réfrigération. Spar demeure le premier acteur du secteur en termes de chiffre d'affaires, avec 924,4 Mds HUF (environ 2,3 Mds EUR) en 2024, même si l'entreprise continue d'enregistrer des pertes importantes.

Sources : HAC, Nouvelle Gazette, MTI, Portfolio, Index, Telex, 24.hu, economx.hu, KSH, HVG